

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité  
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

## La Suisse doit poursuivre sa voie particulière

par René Roca\*

### Le Sonderbund de 1845 et ses antécédents

De nombreux historiens et juristes favorables à l'adhésion de la Suisse à l'UE et à l'OTAN réitèrent, chaque fois de manière tronquée, les antécédents du *Sonderbund* à partir de 1815, c'est-à-dire principalement les épisodes dénommés *Restauration* et *Régénération* en Suisse, en éclipsant régulièrement l'état de la recherche historique sur cette phase importante de l'histoire suisse. Ils suivent ainsi le «récit dominant» du libéralisme, dans une attitude unidimensionnelle désignant les radicaux comme les seuls détenteurs du progrès, dénigrant les catholiques-conservateurs comme prisonniers de «l'ordre corporatiste» et constituant ainsi un frein tadtionaliste à toute modernité.

La phase de 1798 à 1848, c'est-à-dire celle menant de la *République Helvétique* napoléonienne à la fondation de l'Etat fédéral suisse, fut pour la Suisse une phase de bouleversements politiques, sans noir ni blanc, mais avec de nombreuses nuances de gris. La guerre du *Sonderbund* de 1847 en fut le point culminant. Le «Sonderbund» ou «Schutzvereingung» (alliance de protection), fondé en 1845, contrevenait aux dispositions du Pacte fédéral de 1815, tout autant que ce fut le cas avec l'alliance libérale du *Concordat des Sept* de mars 1832 et celle, conservatrice, de la *Ligue de Sarnen* de novembre 1832. Les violations flagrantes du droit, telles que les suppressions de couvents et les levées de francs-tireurs, ainsi que l'inaction de la Diète fédérale permettent de comprendre son acte fondateur. Le *Sonderbund* convenait à certains libéraux-radicaux (dans son soutien inconditionnel de l'action des jésuites en Suisse), persuadés en principe qu'une transformation de la Suisse «vers la modernité» n'était guère réalisable sans violence. C'est dans cette attitude jusqu'au-boutiste qu'ils poussèrent le conflit jusqu'à la guerre, qui ne resta heureusement qu'une «querelle fratricide», notamment grâce à la retenue des cantons pas directement impliqués et au général des troupes de la Diète fédérale, *Guillaume Henri Dufour*. De leur côté, les partisans du *Sonderbund* restèrent à l'écart des délibérations en accentuant leur confessionnalisme au point que les conservateurs réformés, entre autres, favorables aux préoccupations politiques du *Sonderbund*, se détournèrent de son radicalisme ou observèrent une position neutre. Puisque la population des cantons du *Sonderbund* était majoritairement opposée à une guerre offensive au-delà des frontières cantonales, que le commandement militaire de son alliance conservatrice ne se montrait pas à sa hauteur et qu'il n'y avait pas d'accords fiables entre eux, les actions du *Sonderbund* restèrent condamnées à l'échec. Tout cela montre que l'évaluation des antécédents du *Sonderbund* est essentielle au sujet et qu'il ne trouve généralement pas suffisamment d'intérêt dans la recherche historique. A ce sujet, de nombreux historiens et juristes se penchant sur cette époque, s'enferment dans de vieux schémas, alors que cette phase a constitué une base décisive pour l'avenir de l'Etat fédéral. L'historien fribourgeois *Oskar Vasella* par contre, constate à ce propos que c'est justement dans l'évaluation du conservatisme catholique qu'il faudrait «une plus grande ouverture dans la pensée historique», afin de présenter les antécédents de la fondation de l'Etat fédéral de manière plus nuancée et ainsi plus fidèle aux réalités.

Pendant la période de la *Restauration* déjà, les cantons fédéraux représentaient de vérita-



Extrait de la feuille commémorative publiée à l'occasion de l'introduction de la Constitution fédérale du 12 septembre 1848. Lithographie de C. Studer, Winterthour, imprimée par J. J. Ulrich, Zurich. L'Helvetia (la Suisse) trônant au centre tenant la nouvelle Constitution fédérale est couronnée de lauriers par le banneret portant le drapeau suisse, symbole de la Confédération. Des deux côtés, au lieu des allégories habituelles, se trouvent les représentants (réels!) du peuple suisse, des citoyens en uniforme (représentant l'armée de milice) et en civil (incarnant leurs professions et couches sociales) – le Souverain. La Confédération suisse était alors la seule République dans un «océan» de principautés et de royaumes autoritaires. Aujourd'hui encore, elle doit suivre cette voie particulière et défendre son modèle. (photo Dictionnaire Historique de la Suisse)

bles «laboratoires de la liberté», ce qui a essentiellement contribué au développement de la démocratie suisse aux niveaux communal et cantonal. Cela conduisit ensuite, dans la phase de la *Régénération*, à partir de 1830, à ce que, outre les milieux radicaux et socialistes précoces, les catholiques-conservateurs se battaient pour obtenir davantage de droits populaires dans leurs cantons, comme par exemple dans le canton de Lucerne, où, à l'instar de Saint-Gall et Bâle-Campagne, les milieux démocrates-conservateurs introduisirent le veto législatif, précurseur du référendum facultatif. Contrairement aux affirmations courantes d'aujourd'hui, les catholiques-conservateurs jouèrent leur rôle décisif en façonnant, eux aussi, le modèle de réussite de la démocratie Suisse.

La Constitution fédérale de 1848 fut la première constitution de la Confédération helvétique que les électeurs suisses se donnèrent eux-mêmes. La Suisse devenait ainsi, tout le long de la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, un îlot démocratique et républicain au milieu des monarchies d'Europe. Au sens figuré, les comparaisons avec le présent sont tout à fait permises.

Le *Sonderbund* contribua indirectement à atténuer une solution centraliste et à empêcher d'autres transformations révolutionnaires dans le sens des radicaux.

Vasella écrit à ce sujet: «Ce n'est peut-être qu'à travers la guerre civile [la guerre du *Sonderbund*], guerre que personne ne souhaitait ni ne prônait, que les esprits se sont retrouvés sur la voie du droit, ce n'est peut-être qu'à travers la résistance des conservateurs pendant des années et la guerre du *Sonderbund* que la vague révolutionnaire bouillonnait dans l'Europe a été brisée. La Constitution fédérale de 1848 a sauvé le principe du poids des cantons, préservant l'idée de l'équité dirigeant les relations entre les petits et les grands cantons». Au cours des décennies suivantes, sous le label de la «concordance helvétique», la priorité a ensuite été donnée à la poursuite de l'équilibre, réussi au travers de l'intégration des perdants plutôt qu'au diktat des vainqueurs et à l'exclusion du plus faible.

L'ancien conseiller fédéral *Alain Berset* (PS) classe la contribution des catholiques-conservateurs à la Constitution fédérale en

ces termes, historiquement correctes: «Après la guerre du *Sonderbund*, les cantons vainqueurs n'ont pas simplement rédigé une nouvelle constitution pour l'imposer aux cantons catholiques. Ils l'ont élaborée ensemble – en créant un Etat souverain se trouvant sur un pied d'égalité avec les puissances européennes». On a donc affaire à une «compromis constitutionnel historique» qui ne trouva pas de parallèle en tant que tel dans les autres Etats européens.

### Les parallèles avec le présent s'imposent – il est grand temps de renforcer l'Etat national à constitution démocratique

La plupart des partisans de l'UE et de l'OTAN affirment que le débat actuel sur l'intégration de la Suisse dans l'UE et l'OTAN présente des parallèles importants avec l'époque de la fondation de l'Etat fédéral en 1848. En réalité, le cœur de ce débat porte sur la question de la souveraineté. Dans ce contexte, les partisans de l'adhésion soulignent que les cantons suisses ont à l'époque, eux aussi, cédé une partie de leur souveraineté à la Confédération et que la Suisse devrait réitérer ce pas en direction de l'UE. D'une part, ils suggèrent que l'UE se trouverait sur la voie du succès envers l'objectif d'un Etat fédéral européen, d'autre part, ils persuadent la Suisse qu'en adhérant à l'UE, elle ferait exactement ce qu'elle a déjà fait dans son histoire, mais cette fois-ci à plus grande échelle. Ceux qui ne soutiennent pas ces idées sont généralement accusés en bloc de «conservatisme». *Thomas Cottier*, spécialiste du droit économique et véritable esprit poussant inconditionnellement l'approche suisse de l'UE et de l'OTAN, affirme même que ces critiques forment aujourd'hui un renouveau de l'ancien «*Sonderbund*». Une telle comparaison avec le passé est considérablement boiteuse menant au hors-jeu idéologique. L'entité UE, a quoi ressemble-t-elle donc aujourd'hui? Cottier la désigne en tant que «nouvelle fédération en Europe» ou «confédération». Mais face au fait, l'UE n'est ni une fédération d'Etats, ni une confédération de pays égaux en droits. Elle n'est pas une nation, mais une entité centralisée (avec Bruxelles comme centre), dont la cohésion est assurée par différents traités que les pays ainsi associés ne respectent que par-



tiellement (cf. *critères de Maastricht*). La tendance de l'UE à se transformer en moloch bureaucratique est évidente. Depuis ses débuts, c'est-à-dire depuis la Communauté européenne du charbon et de l'acier, CECA, en 1951, la CE/UE se caractérisait en outre par le concept de supranationalité. Cela signifie que les différents pays membres cèdent de plus en plus de droits souverains en faveur du centre bruxellois et que leur propre souveraineté étatique est continuellement vidée de sa substance.

Dans les différents pays de l'UE, à l'exception de l'Irlande, il n'est même pas prévu de référendum pour les traités internationaux qui en constituent la base juridique. L'UE n'a pas non plus de structure fédérale, comme le prétend Cottier, et même la Constitution fédérale de l'UE, mise en veilleuse et introduite en grande partie par le traité de Lisbonne de 2007, ne contient pas d'éléments fédéraux classiques. En conséquence, le discours permanent des responsables de l'UE sur la subsidiarité n'a aucun lien avec la réalité. L'affirmation de Cottier selon laquelle les structures actuelles de l'UE en tant que «système de gouvernement à plusieurs niveaux» seraient compatibles avec la Constitution fédérale suisse est donc grotesque.

### L'appréciation de l'exception suisse

Cottier et d'autres évoquent également un «conflit global entre démocratie et autocratie». En la matière, une telle dichotomie ne fait pas de sens, il suffit de regarder l'état de la démocratie en Europe. Les deux «pays centraux» de l'UE, la France et l'Allemagne, s'enfoncent de plus en plus dans la crise économique et le chaos politique. La France est présidée par un «empereur de substitution» autocratique, le Parlement s'enlise dans des luttes d'influence sans volonté de compromis. En Allemagne, une dictature de parti règne depuis longtemps déjà, qui érode de plus en plus les principes libéraux et démocratiques et érige à cet effet des «murs coupe-feu».

A une époque où des intellectuels partageant les attitudes de Cottier veulent inaugurer en Europe l'ère postnationale ou post-démocratique, il est temps de consolider l'Etat national démocratiquement constitué et de le renforcer en tant qu'Etat de droit. C'est la seule façon de garantir la paix et l'ordre. Consolider les Etats-nation en Europe signifierait également achever le projet des Lumières et se débarrasser enfin du statut de vassal des Etats-Unis en tant qu'«Europe des Etats-nations».

La Suisse neutre doit soutenir ce pas de manière conséquente. Elle doit poursuivre sa voie particulière avec la neutralité comme fondement de la paix évoluant ainsi de plus en plus en modèle démocratique dans un monde de plus en plus perturbé par des «élites» autoproclamées. La Confédération réunit les meilleures traditions européennes et pourrait aider à construire une architecture de sécurité européenne par le dialogue, tout simplement: sans OTAN.

\* René Roca, docteur en histoire, professeur de lycée, auteur de différents livres et publications sur la démocratie directe, dirige l'Institut de recherche sur la démocratie directe (fidd.ch).

## L'Amérique latine souhaite développer des liens plus étroits ainsi qu'une coopération plus intense avec la Chine

C'est en 2011, et sous la houlette de l'ancien Président vénézuélien Hugo Chávez et du Président brésilien Lula da Silva, qu'a été créée à Caracas la Communauté des Etats d'Amérique latine et des Caraïbes (Celac), et ce sans aucune participation des Etats-Unis et du Canada. Cette organisation a entre-temps acquis une importance bien plus représentative que l'OEA, l'Organisation des Etats américains, fondée en 1949 à Washington et dominée par les Etats-Unis pendant des décennies. Cette époque est probablement définitivement révolue.

gl. Le 9<sup>e</sup> sommet des Etats de la Celac, la Communauté des Etats d'Amérique latine et des Caraïbes, s'est tenu début avril à Tegucigalpa, la capitale du Honduras. Sur les 33 Etats membres, on comptait des représentants de 30 pays, dont les chefs de gouvernement du Brésil, du Mexique, de la Colombie, de la Bolivie, de Cuba, de l'Uruguay et du Guatemala, faisant de cette rencontre un événement majeur. Dans un contexte marqué par des frictions croissantes au sein des relations internationales, les participants se sont accordés sur la nécessité de renforcer la coopération régionale face aux défis mondiaux. La Présidente du pays qui accueillait le sommet, *Xiomara Castro*, a rappelé dans son discours d'ouverture que «nous ne pouvons pas rester en ordre dispersé alors même que les Etats-Unis redessinent leur carte économique, sans nous demander quels seront les pays laissés pour compte». *Claudia Sheinbaum*, la Présidente mexicaine, a proposé de convoquer un Sommet consacré à la prospérité de l'Amérique latine. Elle a souligné son étroite collaboration avec le Président brésilien *Lula da Silva*: «Le Brésil et le Mexique jouent un rôle clé sur le plan économique. Et nous pouvons être complémentaires dans de nombreux domaines, notamment dans l'industrie automobile et pharmaceutique». La prospérité de l'Amérique latine

et des Caraïbes doit être l'objectif commun, a-t-elle ajouté. De son côté, Lula a proposé que les pays de la Celac présentent un candidat commun au poste de secrétaire général de l'ONU. La réunion de clôture a été marquée par l'adoption de la «Déclaration de Tegucigalpa» par 30 des 33 Etats membres. Cette déclaration rejette toute instauration de mesures coercitives unilatérales contraies au droit international et, implicitement, les lourdes sanctions économiques, toujours en vigueur, infligées par les Etats-Unis à Cuba et au Venezuela. Et le texte d'ajouter que l'Amérique latine et les Caraïbes, région où règne la paix, favorisent le multilatéralisme, la démocratie et le respect de la souveraineté. Seuls l'Argentine, le Paraguay et le Nicaragua se sont abstenus de soutenir la déclaration, pour diverses raisons.

La Colombie assurera désormais la présidence pro-tempore de la Celac pendant un an. *Gustavo Petro*, président colombien et nouveau président de la Celac, a lui aussi souligné l'importance de cette coopération. «Nous ne sommes pas que des peuples divers, nous sommes des peuples qui s'entraident. Les maîtres mots sont l'assistance, l'entraide et la coopération.» Selon lui, l'un des projets majeurs de son mandat consistera à relier l'Amérique latine et les Caraïbes au reste du monde. Il souhaite dialoguer avec la Chine, l'Inde, l'Afrique, le monde arabe et l'Europe. Comme il dit, il sera également nécessaire de développer une stratégie face à Haïti et le renforcement de sa démocratie. Tout comme il sera nécessaire d'en finir avec le blocus économique imposé par les Etats-Unis à Cuba et au Venezuela.



Xiomara Castro, présidente sortante de la Celac, félicite son successeur pro tempore, le Président colombien Gustavo Petro (photo <https://www.presidencia.gov.co/>)

### Rencontre au sommet prévue entre la Celac et la Chine

Une rencontre au sommet entre la Celac et la Chine est déjà prévue le 13 mai, à Pékin. Outre Gustavo Petro, qui y représentera la Celac, elle regroupera d'autres chefs de gouvernement de pays latino-américains. La Colombie, qui a été pendant des décennies un proche allié des Etats-Unis, veut ouvrir un espace propice à de nouvelles alliances afin de développer son économie et ses infrastructures. La coopération avec la Chine a une grande valeur stratégique et reste la priorité. Plusieurs pays d'Amérique latine souhaitent diversifier leurs relations internationales et explorer de nouvelles opportunités économiques.

### Boric en visite officielle au Brésil

Le Président chilien, *Gabriel Boric*, en visite officielle au Brésil, y a contresigné une douzaine d'accords bilatéraux. Lula et Boric ont vivement critiqué la politique des tarifs douaniers du président américain. «Nous voilà

confrontés à un président américain qui mène désormais une politique protectionniste, contrairement à ce qu'on nous a prêché depuis les années 80: la mondialisation et le libre-échange.»

M. Boric a rappelé à quel point les liens entre les deux pays importaient, en particulier à un moment où on remet en question encore les principes du multilatéralisme et de l'amitié entre les peuples. Les deux présidents ont évoqué le gigantesque projet de création d'un «couloir» entre les deux océans, un projet vieux de plus de dix ans mais qui n'a jamais dépassé le stade des premières planifications. Un réseau routier long de plus de 2400 km relierait le sud du Brésil, le Chaco, au Paraguay, et les provinces argentines de Salta et Jujuy aux ports chiliens d'Antofagasta, Mejillones et Iquique. Ce couloir, doté d'une vocation commerciale particulière, assurerait également la liaison entre l'Atlantique et le Pacifique. Une participation financière de la Chine serait envisagée. Lula a déclaré aux journalistes qu'il ne voulait pas de guerre froide et qu'il exclut d'avoir à choisir entre les Etats-Unis et la Chine. Il a également suggéré que Boric se rapproche de Pékin et l'a invité à la prochaine réunion des BRICS.

Sources: <https://www.pagina12.com.ar/817302-celac-se-rearma-en-guatemala> du 11.4.2025; <https://www.pagina12.com.ar/817458-china-prepara-un-encuentro-con-la-celac> du 12.4.2025; <https://www.pagina12.com.ar/820158-lula-y-boric-rechazaron-la-politica-comercial-de-trump> du 23.4.2025

leur refusant tout accès à la cérémonie. L'idéologie générale d'une «politique étrangère fondée sur des valeurs» donne en effet naissance à des fleurs «capables du combat». Mon ami et compagnon de longue date, le compositeur *Eberhard Schmidt*, a été détenu dans le camp de concentration dont vous dirigez le mémorial. Ses expériences vécues m'ont profondément marqué. Le réalisateur *Konrad Wolf*, alors soldat de l'armée soviétique, a participé à la libération du camp de concentration ayant rendu plus tard un hommage impressionnant à ce moment, dans son film «Ich war neunzehn» (J'avais 19 ans). Allez donc voir ce film! Il est empreint d'une grande humanité et met en évidence comment précisément dans ces moments où toute l'horreur de l'époque nazie devient visible, ce ne sont ni la vengeance ni le dogmatisme capables de détrôner les zones d'ombre de l'époque, mais

la grandeur et l'humanité qui le font. Les horreurs, l'inhumanité, voire le cynisme des nazis allemands avaient été sans précédent. Personne d'autre n'y a mis fin sauf l'engagement des soldats et officiers soviétiques. Voulez-vous réécrire cette histoire et faire de nous-mêmes les libérateurs? Voulez-vous sacrifier les fondements de l'humanisme à la magouille politique et aux auto-légitimations qui y sont liées? Que voulez-vous commémorer en privant ce lieu d'horreur de son histoire? Même si vous n'êtes pas d'accord avec le déroulement de l'histoire allemande, cela ne change rien aux faits. Vous avez été nommé directeur de la culture du souvenir. Agissez donc selon ce noble mandat!

*Hans-Eckardt Wenzel*

(Traduction de l'allemand *Horizons et débats*)

### «Notre devoir est de célébrer l'anniversaire de la Grande Victoire en toute dignité»

*Déclaration de l'ambassadeur russe en Allemagne, Sergueï Netchaïev, concernant la participation de représentants russes à des manifestations commémoratives en Allemagne*

Dans le contexte de la discussion, largement menée dans les médias allemands, concernant la participation de représentants officiels russes à des manifestations commémoratives sur les sites aux tombes de soldats soviétiques en Allemagne et compte tenu des nombreuses spéculations à ce sujet, je voudrais mettre l'accent sur les points suivants:

Le Jour de la Victoire est un jour férié sacré pour chaque habitant de Russie. La guerre d'extermination que les nazis ont déclenchée contre l'Union soviétique a coûté la vie à 27 millions de citoyens soviétiques. Les crimes du Troisième Reich et de ses sbires doivent être reconnus comme un génocide contre les peuples de l'URSS. Nous appelons le Bundestag allemand nouvellement élu et le nouveau gouvernement fédéral allemand à agir dans ce sens dès qu'ils seront formés.

En tant qu'Etat consécutif à l'Union soviétique, la Russie honore la mémoire de ses morts. Ce faisant, notre pays n'a jamais fait de distinction de nationalité entre les

exploits héroïques des soldats soviétiques et les immenses sacrifices pour la victoire dont a fait témoignage le peuple soviétique. La victoire est notre acquis en commun et le souvenir des victimes de la guerre notre douleur partagée. Les Russes, les Biélorusses, les Ukrainiens, les Kazakhs et les membres de plus de cent peuples de l'URSS se sont serrés en cohésion combattive étroite ne pouvant vaincre qu'ensemble.

Sur le territoire allemand se trouvent plus de quatre mille tombes où reposent plus de 700000 soldats soviétiques. Nous remercions de tout cœur les communes allemandes, le Volksbund Deutsche Kriegsgräberfürsorge et les habitants de l'Allemagne pour le soin qu'ils apportent aux tombes de guerre et aux monuments commémoratifs soviétiques.

Face au 80e anniversaire de la libération de l'Allemagne et de l'Europe du nazisme, les missions diplomatiques russes, en collaboration avec leurs homologues de la Communauté des

Etats indépendants, ont prévu de nombreuses manifestations commémoratives au cours

desquelles nous déposerons des couronnes et des fleurs, nous nous inclinons profondément sur les tombes des soldats soviétiques et nous nous souviendrons de leurs immortels exploits. Nous y invitons les vétérans, les patriotes russes, les citoyens allemands et tous ceux qui honorent la mémoire des libérateurs tout comme nous acceptons volontiers les invitations qui nous sont adressées.

Nous rejetons fermement toute tentative de nous reprocher l'«instrumentalisation propagandiste» des cérémonies de commémoration. Nous avons toujours affirmé, et nous continuons à le réaffirmer aujourd'hui, que pour nous le souvenir de la Seconde Guerre mondiale, de la part décisive de l'Armée rouge dans le combat victorieux du nazisme et des sacrifices colossaux du peuple soviétique ne dépendra guère de n'importe quelle agenda politique dictée du moment, qu'il ne doit pas être déformé et qu'il ne doit pas passer sous silence. C'est notre conviction profonde.

En revanche, nous voyons, avec la même fermeté, des tentatives d'instrumentalisa-

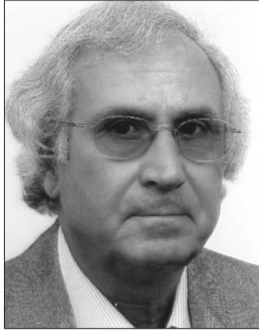
tion dans les interdictions d'afficher en public les symboles de la victoire ensemble avec les drapeaux de l'URSS et de la Russie, dans l'exclusion des représentants russes et biélorusses des commémorations communes et dans les allusions à une expulsion, éventuellement violente même, des représentants officiels de nos pays des sites mémoriaux. De telles tentatives font tout sauf honorer les auteurs de ces mesures.

Notre devoir est de célébrer dignement la journée de commémoration de la Grande Victoire et celle des libérateurs de l'Allemagne et de l'Europe du nazisme, de déposer des fleurs et des couronnes sur leurs monuments et de nous incliner sur leurs tombes. C'est exactement ce que nous ferons. Tous ceux qui souhaitent être présents sont cordialement invités à se joindre à nous dans cette commémoration.

Source: [https://germany.mid.rudelaktuellej/pressmitteilungen/stellungnahme-des-russischen-botschafters-in-deutschland-sergej-netschajew\\_hinsichtlich\\_der\\_teilnahme\\_du\\_24.4.2025](https://germany.mid.rudelaktuellej/pressmitteilungen/stellungnahme-des-russischen-botschafters-in-deutschland-sergej-netschajew_hinsichtlich_der_teilnahme_du_24.4.2025)

## La coexistence pacifique inter-Etats: une priorité de notre temps!

par Arne C. Seifert\*



Arne C. Seifert (photo mad)

Les signataires de l'Acte final de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE) avaient publiquement renouveau leur «détermination à respecter et à mettre en pratique certains principes, tous fondamentaux, qui régissaient leurs relations mutuelles, indépendamment de leurs systèmes politiques, économiques ou sociaux, ainsi que leur taille, de leur situation géographique ou de leur niveau de développement économique:

Egalité souveraine, respect des droits inhérents à cette souveraineté; non-recours à la menace ou à l'emploi de la force; inviolabilité des frontières; intégrité territoriale des Etats; règlement pacifique des différends; non-ingérence dans les affaires intérieures; respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, notamment de la liberté de pensée, de conscience, de religion ou de conviction; égalité de droits et droit des peuples à disposer d'eux-mêmes; coopération entre les Etats; respect effectif et fidèle des obligations découlant du droit international.»<sup>1</sup>

Les Etats participants se sont alors engagés à joindre leurs efforts pour surmonter la méfiance et accroître la confiance, résoudre les problèmes qui les divisaient et coopérer pour le bien de l'humanité. Les puissances signataires de l'Acte final d'Helsinki ont ainsi pris l'engagement, dans l'intérêt de la garantie de la sécurité en Europe, de persévérer à:

- œuvrer pour que la détente, au sens universel du terme, devienne un processus non seulement durable mais également de plus en plus réel et complet;
  - contribuer au développement de relations mutuelles plus étroites dans tous les domaines et, par conséquent, à surmonter les conflits découlant de la nature de leurs relations antérieures tout en améliorant la compréhension mutuelle;
  - tout mettre en œuvre pour contribuer au renforcement de la paix et de la sécurité dans le monde et à la promotion des droits fondamentaux, du progrès économique et social et du bien-être de tous les peuples.
- Le 1<sup>er</sup> août 1975, cet acte final a donc été le corollaire de la volonté de ses 35 signataires de détendre leurs relations, contribuer à la paix, à la sécurité, à la justice et à une meilleure coopération. Parmi les signataires, on comptait 15 membres de l'OTAN, 7 Etats rattachés au Traité de Varsovie et 13 «indépendants» avec statut d'observateur – à savoir les pays riverains de la Méditerranée, l'Egypte, Israël, le Maroc, la Syrie et la Tunisie.

### Un diplomate de la CSCE revient sur le passé

La priorité qui se trouvait au cœur de l'Acte final d'Helsinki et du processus de détente qui



Signature de l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), le 1<sup>er</sup> août 1975, à Helsinki. De gauche à droite: Helmut Schmidt (Chancelier fédéral de la République fédérale d'Allemagne), Erich Honecker (Président du Conseil d'Etat de la République démocratique allemande), Gerald Ford (Président des Etats-Unis d'Amérique), Bruno Kreisky (Chancelier fédéral de la République d'Autriche). (photo Yubiano)

en a résulté était de définir des concepts tels que la paix et la sécurité, ainsi que la coopération nécessaire pour y parvenir, et ce dans un contexte aujourd'hui encore inchangé et même, à l'heure actuelle, impératif.<sup>3</sup> Grâce à la CSCE, à ses règlements et ses définitions, une nouvelle structure de négociation internationale a vu le jour. Le principe de l'égalité des droits de tous les Etats participants s'exprimait par le refus de toute tentative de réintroduire des structures d'opposition entre blocs dans le processus. Du moins, c'est ainsi que ça se passait, au début.

Ces derniers principes concernent certains aspects de la sécurité et du désarmement, de la coopération économique, scientifique, technique et environnementale, ainsi que de la coopération humanitaire ou dans d'autres domaines, particulièrement controversés, comme par exemple les contacts humains et l'information.

En 1975, avec les *Accords finaux d'Helsinki*, chaque participant a pu imposer ce qu'il estimait nécessaire et primordial pour garantir ses intérêts: dans le cadre du traité de Varsovie, les régimes socialistes alors en place considéraient que les réalités politiques et territoriales de l'époque étaient garanties par les principes de renonciation à la violence, de respect de l'intégrité territoriale, d'inviolabilité des frontières, de respect de la souveraineté et de non-ingérence.

Dans le camp occidental, le catalogue incluait les principes relatifs au respect des droits de l'homme, l'aménagement détaillé du large éventail des questions humanitaires ainsi que la vaste thématique portant sur l'information et la problématique de la coopération économique, surtout dans l'optique de la préservation des avantages commerciaux.

Il convient de souligner le rôle joué par les Etats neutres et non-alignés. A une exception près – celle de l'ex-Yougoslavie – ils se situaient généralement du côté occidental, de par leur système gouvernemental. Néanmoins, ils ont été sollicités pour jouer un rôle de médiateur et de coordinateur dans différents groupes de travail ou en plénière de la conférence. C'était particulièrement pertinent dans de nombreux cas où il était nécessaire de négocier des compromis de plus ou moins grande envergure.

L'Acte final et le processus de détente qui en a résulté, incluant des mesures militaires et de confiance, sont entrés dans les affaires internationales comme un exemple concret démontrant qu'il était possible d'instaurer la coexistence pacifique et la coopération entre des Etats ayant des systèmes sociaux et politiques différents.

Ce genre de structure peut également être considérée comme une attitude démocratique cohérente des Etats en matière de relations internationales. En son absence, le monde multipolaire ne pourra pas vivre en paix, ce qui était et demeure un impératif international sans date de péremption.

### Pour la «coexistence pacifique» dans un monde multipolaire

Aucun monopole ne pourra «domestiquer» la multipolarité. C'est pourquoi ce à quoi s'emploie actuellement l'Occident collectif, confronté à l'émergence d'un camp politique mondial de

forces et de puissances montantes en Eurasie, en Afrique et en Amérique latine. Dans ce contexte, on assiste à l'émergence d'une nouvelle constellation de forces et de conflits internationaux, dans laquelle les règles, les mécanismes et les bénéfices internationaux transmis par l'Occident perdent leur fonction de monopole et de modèle. *Henry Kissinger* a comparé cette nouvelle situation à un état dans lequel les «grandes puissances européennes traditionnelles ne perçoivent pas que les réalités géostratégiques et géopolitiques contemporaines sont devenues obsolètes» et que «les règles et les normes édictées par une élite paneuropéenne, si elles ignorent les réalités géopolitiques, ne s'avèrent pas non plus un vecteur suffisant en vue d'une stratégie globale».<sup>4</sup>

Cette «élite» paneuropéenne aspire aujourd'hui à combler à son avantage le fossé global qui divise le monde multipolaire avec sa doctrine d'un «ordre international fondé sur des règles», plutôt que d'analyser, de définir et d'équilibrer les intérêts des deux parties. L'Occident transatlantique se réfère certes à la Charte des Nations Unies, mais son objectif est différent – imposer son «idéologie de superpuissance, [son] monopole de domination et [ses] critères d'exercice du pouvoir».<sup>5</sup>

Les Etats-Unis, en particulier, défendent leur hégémonie mondiale au travers de cette doctrine, aucun doute ne subsiste à ce sujet, d'après les documents officiels du Congrès américain. Ces derniers caractérisent «l'ordre international fondé sur des règles» comme *«un monde centré sur les Etats-Unis*, leurs alliés et partenaires, afin d'imposer leurs valeurs et intérêts communs, de maintenir et de promouvoir des régions libres, ouvertes, démocratiques, inclusives, fondées sur des règles, stables et diversifiées»<sup>6</sup> (souligné par A. S.).

En revanche, les principes constitutifs des BRICS, situés sur l'autre versant de ce «fossé», ont un aspect sensiblement différent: «engagement en faveur du multilatéralisme et du maintien du droit international, y compris les objectifs inscrits dans la *Charte des Nations unies*, ainsi que le rôle central de l'ONU dans un système international de coopération entre Etats souverains, dans le but de maintenir la paix internationale, la sécurité ainsi que le développement durable; promotion et protection des droits de l'homme; respect mutuel, justice et égalité.»<sup>7</sup> On ne trouve ici, contrairement à la doctrine de l'ordre international fondé sur des règles» occidental, aucune revendication d'hégémonie du «Sud». L'accent est mis sur son exigence de démocratisation des relations internationales, de leurs instruments, institutions et règles.

En revanche, la prétention des Etats-Unis à revendiquer l'hégémonie mondiale avec ses alliés, même dans des conditions multipolaires, constitue actuellement le point névralgique des conflits internationaux.

Dans ce contexte, le président américain *Biden* a lancé le terme générique d'«ère» pour légitimer comme fatidique la doctrine des «relations internationales dans des conditions de rivalité stratégique à long terme» après la fin de la guerre froide – parlant ainsi d'une «ère post-guerre froide des relations internationales».<sup>8</sup> Ce qui équivaut de facto à une «fin ouverte». Le début de cette ère a été marqué par

«la prise et l'annexion de la Crimée par la Russie en mars 2014», ses «interventions dans l'est de l'Ukraine» et «les interventions de la Chine dans l'est et le sud de la mer de Chine», dont «l'administration américaine a estimé qu'il s'agissait d'une «menace pour des éléments-clés de l'ordre international établi par les Etats-Unis».<sup>9</sup> En d'autres termes, l'ère de la «rivalité stratégique à long terme» se concrétise déjà et marque le positionnement dominant des Etats-Unis dans le conflit ukrainien et bien au-delà.

Reste à savoir si *Donald Trump*, suivra cette doctrine. Les premières discussions portant sur une normalisation des relations entre les Etats-Unis et la Fédération de Russie ainsi que sur un règlement politique de la guerre en Ukraine laissent espérer une détente. Ces deux éléments pourraient, et il faut s'en féliciter, déboucher directement ou indirectement sur un genre de coexistence pacifique, mais sans pouvoir exclure certains conflits d'intérêts.

«Il ne fait aucun doute que les bases d'un nouvel ordre mondial soient posées depuis longtemps et cela, alors même que les bâtisseurs subsistants de l'ancien ordre mondial, à savoir les Nord-Américains et les Européens de l'Ouest, y sont restés bloqués depuis 30 ans. D'autres, les Chinois en tête, ont repris le flambeau et se sont lancés dans une nouvelle aventure. Certes, cette situation peut ne pas nous plaire, mais nous n'avons pas le choix. Nous devons l'accepter en tant qu'élément d'un ordre établi jusqu'à présent sans notre intervention. Si nous ne le faisons pas, nous courrons à l'échec».<sup>10</sup>

### La coexistence pacifique entre Etats ne se limite pas à l'absence de conflit ou de recours à la violence

La coexistence pacifique<sup>11</sup> consiste en la création, l'existence et le maintien d'un espace politique au sein duquel des systèmes sociaux, des valeurs et des politiques contradictoires se positionnent les uns par rapport aux autres et interagissent sans remettre en question le principe de droit international de l'égalité souveraine des Etats dotés de systèmes sociaux et politiques différents. Satisfaire à ces trois objectifs confère à la coexistence pacifique un caractère à la fois dynamique et durable. Pour réussir, il lui est indispensable de faire preuve de *volonté* de paix, de compréhension, de sécurité mutuelle et de compromis. La perte de confiance et les antagonismes en seraient les pires ennemis.

L'*Acte final d'Helsinki* est l'incarnation même de ces principes. Dans la pratique, il s'est avéré que les Etats de la CSCE devaient développer de meilleures et de plus proches relations entre eux afin de surmonter les affrontements dus à la nature de leurs relations antérieures et parvenir ainsi à une meilleure compréhension mutuelle. Ces principes et engagements ont été créés par des dirigeants des deux camps antagonistes de l'Ouest et de l'Est ainsi que par des Etats non-alignés, afin de résoudre leurs conflits sociopolitiques et éthiques selon des règles communes de coexistence pacifique.

Leur objectif premier, pacificateur, était de garantir la sécurité collective en Europe. L'objectif, l'esprit, le message et la procédure de l'Acte final d'Helsinki fournissent des mécanismes indispensables à la politique de paix, même dans le contexte actuel de configurations de forces multipolaires et de conflits en rapide évolution.

Même dans des conditions contraies au système, les *dirigeants des deux camps*, socialiste et capitaliste, avaient réussi à maîtriser et à «cultiver» leur antagonisme sociopolitique et leurs ambitions de domination politique ou révolutionnaire mondiale.

«La coexistence pacifique à long terme nécessite des dispositions institutionnelles et des réassurances. Mais elle implique également la présence de *mentalités appropriées*» (souligné par A. S.). Ce sont là les conclusions tirées par *Dieter Senhaas* pour clore ses recherches sur la paix concernant la «coexistence pacifique» ainsi que le dénouement de la guerre froide et de la confrontation Est-Ouest entre 1945 et 1990. Il s'agissait pour lui, dans un «retour vers le futur»<sup>12</sup>, d'«empêcher à l'avenir la formation de nouvelles configurations conflictuelles de nature comparable ou sous une forme atténuée, d'une configuration antagoniste entre des puissances régionales».

«**La coexistence pacifique inter-Etats …**» suite de la page 3

Selon la perception historique de Senghaas, il n’y avait là rien d’absurde, car la conjoncture conflictuelle Est-Ouest était, du point de vue de l’histoire mondiale, caractérisée par une aggravation sans précédent, tant du point de vue de l’antagonisme idéologique des deux systèmes que des «événements marquants, voire monstrueux» et des «potentiels de destruction». «De cette conjoncture politique mondiale passée, particulièrement tendue, il y aurait ainsi bien des leçons à tirer.»

Ce que Senghaas considérait encore comme une situation «sans précédent» est en train d’être rattrapé par notre actualité. C’est la tragédie de notre époque. Actuellement, les puissances qui déterminent la situation internationale de manière décisive se sont engagées dans une confrontation qui risque constamment de dégénérer en guerre ouverte.

En 1988, *Gorbatchev* préconisait encore la perspective d’une sécurité européenne dans la «création d’une structure pour la sécurité et la confiance, qui se situe au-dessus des blocs». Par contre, en 1991, le président américain *George Bush senior* a interprété le dénouement pacifique de la guerre froide comme l’ouverture d’un changement de stratégie vers un ordre mondial unipolaire. Un «ordre» dans lequel ce seront les Etats-Unis à façonner à leur gré le reste du monde plutôt que d’interagir avec celui-ci». <sup>13</sup>

En résumé, sur le plan international, la question de la paix n’est plus la question la plus cruciale, puisqu’il existe des réponses. Le projet de la «coexistence pacifique» en tant que modèle originairement européen de paix et de détente demeure plus que jamais incontournable. Le modèle d’Helsinki avait fait ses preuves avec succès dans le tumultueux contexte politique européen de la guerre froide. Les 35 Etats et chefs d’Etat européens, y compris les dirigeants politiques de la République fédérale d’Allemagne, le considéreraient comme opportun, même en période de crise.

Le «facteur subjectif», qui prend la forme du «rôle joué par les individus dans l’histoire», a adopté et continué d’adopter une position de causalité primaire, lourde de conséquences, dans la mesure où il élimine en grande partie la «coexistence pacifique» et son contenu pacificateur en matière de politique étrangère. Les arguments les plus courants sont que leur valeur temporelle est arrivée à échéance en raison de la modification des conditions internationales et qu’ils sont par conséquent devenus «obsolètes».

**La République fédérale en mode «détente» et la «Maison commune européenne»**

«J'ai convenu avec le Secrétaire général Gorbatchev des éléments constitutifs d'une 'maison commune' européenne!» (Chancelier Helmut Kohl).

Et donc, il y a eu en effet une génération de penseurs politiques, principalement des dirigeants d’Europe occidentale, y compris sociaux-démocrates, qui, sous la pression de la menace nucléaire, se sont penchés sur la sécurité commune et la détente durant la période d’Helsinki. Même les attentes de relations économiques pacifiques entre les Etats de l’Ouest et de l’Est y avaient trouvé leur place. Leur action reposait encore «sur le souvenir personnel et collectif de la guerre vécue», afin «d’en empêcher que n’éclate la prochaine». «En Allemagne, c’était encore la génération de *Willy Brandt*, *Helmut Kohl* et *Erich Honecker*». <sup>14</sup>

La motivation première, voire personnelle, des chefs d’Etat de l’époque était d’empêcher une escalade cauchemardesque entre les deux systèmes sociopolitiques antagonistes.

La clarté et les implications totales de cette menace, le fait qu’il s’agissait de la survie pacifique ou de la disparition commune de l’humanité dans une guerre nucléaire, ont alors fait germer l’idée que les potentiels de conflit impliquant un risque de guerre nucléaire ne pourraient plus être maîtrisés de manière traditionnelle, par la supériorité militaire, la victoire militaire, la défaite ou la soumission de l’une des deux parties. Au contraire, la menace devrait

plutôt être éliminée de façon à exclure la variante guerrière armée de la résolution du conflit.

Il est intéressant de noter que le gouvernement fédéral s’est alors également inspiré de quelques principes de coexistence pour élaborer les conditions extérieures de la fusion des deux Etats allemands.

Une première application qui en résultait fut celle du plan de Gorbatchev (1987) sur la «Maison commune européenne», au sein de laquelle l’Union soviétique, la RFA et la RDA devaient coexister pacifiquement avec les autres Etats européens.

Les réflexions sur l’organisation d’un système sécuritaire européen commun consacré à la fin du conflit Est-Ouest, son institutionnalisation et sa consolidation au sein de la CSCE et par le biais de celle-ci, étaient toutefois de plus grande importance. Le Chancelier *Helmut Kohl* et le Ministre des Affaires étrangères *Hans-Dietrich Genscher* entendaient par là le principe de coexistence coopérative des Etats et de leur régulation. Ainsi, dans son discours devant le Bundestag, le 28 novembre 1990, Kohl présenta un «programme en dix points pour surmonter la division de l’Allemagne et de l’Europe» se déclarant avoir convenu avec «le Secrétaire général Gorbatchev des éléments constitutifs d’une maison commune européenne».

*Manfred Wörner*, Secrétaire général de l’OTAN, avait développé en 1990 le concept d’une «future structure de sécurité pour l’Europe». Sa mission consistait à «organiser un partenariat de sécurité pour les Etats européens afin de surmonter leur farouche opposition datant de la guerre froide tout en passant de la confrontation à la coopération». Wörner a formulé à titre de «perspectives d’avenir» de l’OTAN une alliance en mutation: «a changing Alliance: from confrontation to cooperation; from a military to a political alliance; from deterrence to protection against risks and the guarantee of stability; from peace-keeping to peace-building; from a US-led Alliance to a genuine partnership with the Europeans

Nous voulons la voir progresser et mettre à profit dans ce sens les forums à venir.» Le 20 septem-

bre 1990, lors de la 226<sup>e</sup> session du Bundestag allemand, il déclara: «Grâce à notre participation, une structure de coopération, de sécurité et de stabilité européennes est en train de se développer, pas à pas, résultant de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe.»<sup>16</sup>

Certains dirigeants du SPD soutenaient également la ligne d’Helsinki, en particulier *Egon Bahr*. Au sein de l’Institut de recherche sur la paix et la gestion des conflits qu’il dirigeait à Hambourg, il avait conçu des solutions alternatives allant dans l’optique d’un système de sécurité collectif européen. Dans son approche de l’après-guerre froide, il se laissait guider par l’idée d’un «espace commun allant de Lisbonne à Vladivostok en tant qu’entité politique de sécurité».

«L’Europe a la chance de pouvoir organiser la sécurité de ses Etats de telle sorte que les guerres entre eux deviennent impossibles.»<sup>17</sup>

Dans ses «Grandes lignes d’un système de sécurité collective», Egon Bahr proposa «la création d’organes paneuropéens, en y incluant la Russie, dans le domaine de la sécurité. On ne sait pas encore si ce pays développera la démocratie et l’économie commun allant de Lisbonne à Vladivostok en tant qu’entité politique de sécurité».

«L’Europe a la chance de pouvoir organiser la sécurité de ses Etats de telle sorte que les guerres entre eux deviennent impossibles.»<sup>17</sup>

«L’Europe a la chance de pouvoir organiser la sécurité de ses Etats de telle sorte que les guerres entre eux deviennent impossibles.»<sup>17</sup>

«L’Europe a la chance de pouvoir organiser la sécurité de ses Etats de telle sorte que les guerres entre eux deviennent impossibles.»<sup>17</sup>

«L’Europe a la chance de pouvoir organiser la sécurité de ses Etats de telle sorte que les guerres entre eux deviennent impossibles.»<sup>17</sup>

«L’Europe a la chance de pouvoir organiser la sécurité de ses Etats de telle sorte que les guerres entre eux deviennent impossibles.»<sup>17</sup>

«L’Europe a la chance de pouvoir organiser la sécurité de ses Etats de telle sorte que les guerres entre eux deviennent impossibles.»<sup>17</sup>

«L’Europe a la chance de pouvoir organiser la sécurité de ses Etats de telle sorte que les guerres entre eux deviennent impossibles.»<sup>17</sup>

«L’Europe a la chance de pouvoir organiser la sécurité de ses Etats de telle sorte que les guerres entre eux deviennent impossibles.»<sup>17</sup>

«L’Europe a la chance de pouvoir organiser la sécurité de ses Etats de telle sorte que les guerres entre eux deviennent impossibles.»<sup>17</sup>

1Charde de Paris pour une nouvelle Europe. Déclaration de la Réunion parisienne des chefs d'État et de gouvernement de la CSCE, Paris, 21 novembre 1990, dans: Ulrich Fastenrath (éd.). CSCE/OSCE. Dokumente der Konferenz und der Organisation für Sicherheit und Zusammenarbeit in Europa, Cologne 2008, chap. A.2, p. 2

2Hans-Dietrich Genscher, Erinnerungen, Siedler Verlag, Berlin, 1995, p. 319

3Acte final d’Helsinki, chap. VIII. Egalité des droits et droit des peuples à disposer d’eux-mêmes.

4OTAN, Adopté par les chefs d’État et de gouvernement, lors du sommet de l’OTAN à Madrid, 29 juin 2022, p.1;10

5 Déclaration commune des ministres des affaires étrangères/rerelations internationales des BRICS, point 49, 10 juin 2024, https://www.mea.gov.in/bilateral-documents.htm?ref=37860fjoint+statement+of+the-brics+ministers+of+foreign+affairsinternational+relations

(Traduction Horizons et débats)

«**La coexistence pacifique inter-Etats …**» suite de la page 4

now playing an equal leadership role.» <sup>19</sup> *(de la confrontation à la coopération, de l’alliance militaire à l’alliance politique, de la dissuasion à la protection contre les risques et à la garantie de stabilité, du simple maintien de la paix à l’édification de la paix, de l’alliance dirigée par les Etats-Unis à une véritable alliance politique avec les Européens qui joueraient à présent un rôle de partenaires à égalité).*

Les Etats-Unis ont immédiatement réagi à ces concepts de la RFA axés sur des intérêts souverains et indépendants en rétorquant: «L’Alliance atlantique doit désormais moins se préoccuper de la sécurité que de sa portée politique. L’élargissement de l’OTAN jusqu’aux frontières de la Russie […] dans un rayon limité à quelques centaines de kilomètres de Moscou, a été envisagé comme une méthode appropriée pour continuer à implanter la démocratie», déclara Henry Kissinger.<sup>20</sup>

Cette contre-attaque a été immédiate, faisant suite à une nouvelle orientation du Pentagone «devenue elle-même un pilier de la politique étrangère américaine»: «Le gouvernement américain devait «dissuader les nations industrielles développées de remettre en question notre leadership ou même de chercher à accroître l’étendue de leur rôle régional ou mondial de manière indépendante.»<sup>21</sup>

En 1989, *Robert L. Hutchings*, «membre de l’équipe de politique étrangère de l’administration Bush» affirmait dans son livre «Quand la guerre froide a pris fin»: «Notre diplomatie à cette époque était entièrement axée sur la défense des intérêts américains – et non pas allemands.»<sup>22</sup> Certains à Washington considéraient l’institutionnalisation du processus de la CSCE comme un anathème, car ils craignaient que la conférence ne mine l’OTAN». «Le discours de Genscher nous a fait comprendre le danger de voir les Allemands, s’ils étaient laissés à eux-mêmes, tout à fait prêts à payer un prix inacceptable et superflu pour eux-mêmes – et pour d’autres – dans le but d’obtenir l’accord des Soviétiques sur la réunification». De même, «nous étions préoccupés par le fait que Genscher assurait par ailleurs que l’Allemagne resterait membre de l’OTAN – mais d’une OTAN plus politique que militaire»<sup>23</sup>.

En toute logique, l’orientation américaine anti-CSCE par principe avait été révélée par l’intervention du Secrétaire d’Etat *Baker* qui avait sondé, dès février 1990, la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie sur leur accord avec un élargissement de l’OTAN vers l’Est. Robert L. Hutchings a noté à ce sujet: «Alors que la Pologne et la Hongrie se sont révélées être des partisans enthousiastes de l’OTAN, les choses ont été plus difficiles à Prague: de ses années de dissidence, le président *Havel* avait gardé la conviction que les deux «blocs militaires» – c’est-à-dire l’OTAN et le Pacte de Varsovie – devaient être dissous de la même manière et remplacés par un nouvel ordre de paix paneuropéen», de préférence par la CSCE en tant que nouveau système de sécurité collective. […] Nous avons alors estimé qu’il était important de lui expliquer pourquoi les Etats-Unis ne pensaient pas que la CSCE pourrait remplacer l’OTAN en tant qu’instrument de sécurité européenne».<sup>24</sup> Cela se passait alors même que le traité de Varsovie était encore en vigueur.

Ainsi, *Siegfried Bock*, chef de la délégation de la RDA aux négociations de la CSCE à Helsinki et à Genève, se souvient également dans «Die DDR im KSZE-Prozess» (La RDA lors du processus de la CSCE) que «dans ce domaine, seuls les Etats-Unis [étaient] plus enclins à considérer la conférence comme une concession à l’égard de l’Union soviétique, en échange de quoi ils attendaient une contrepartie de Moscou. Kissinger a toujours évoqué cette conférence avec grand détachement, à l’utilité de laquelle il n’a jamais vraiment cru».<sup>25</sup>

Avec le recul, il faut prendre en considération que la volonté du gouvernement fédéral de l’époque de réaliser enfin l’«unité allemande» et de liquider le «corps étranger» certes allemand, mais tout de même socialiste qu’était la RDA, a largement motivé sa complaisance envers Gorbatchev.

En interne, un consensus s’est probablement dégagé en faveur de l’idée que si «maison commune» il devait y avoir, sa réunification ne pouvait être qu’«à l’allemande». De même, il n’y a pas eu de «réorganisation du paysage de la sécurité européenne» dans les années qui ont suivi. La mesure préconisée par Wör-



Photo de groupe des chefs d'Etat et de gouvernement de la CSCE lors de la signature de la Charte de Paris, le 21 novembre 1990 à Paris. (photo Wikipédia)

ner, à savoir élargir les fonctions politiques de l’OTAN, ne s’est pas non plus concrétisée. Les espoirs russes de voir l’OTAN changer de nature sont donc restés une illusion de Gorbatchev. Le fait que le «Traité sur le règlement définitif des relations avec l’Allemagne» (Traité «Deux plus quatre») – notamment son article 2 qui stipule que «de la terre allemande ne doit plus émaner que la paix» – signé à Moscou, le 12 septembre 1990, ait été enfreint car considéré comme inexistant, constitue aujourd’hui une menace pour la paix.

#### Récapitulation et leçons à tirer issues de nos expériences

«La politique de paix requiert une véritable aptitude à la coexistence pacifique. Celle-ci repose à son tour sur la capacité d’accepter et de respecter toute autre forme de société et tout autre Etat en tant que tels.» (Erhard Crome, p. 151)

L’*Acte final d’Helsinki* (1975) et la *Charte de Paris pour une Nouvelle Europe* (1990) sont définitivement à considérer en tant que les piliers constitutifs d’un ordre de paix européen durable. Dans le même temps, leurs principes constituent le noyau d’une politique internationale de «coexistence pacifique» entre les Etats.

Loin de n’être qu’une «conférence sur le papier» théorique, le processus d’Helsinki s’est révélé extrêmement efficace et pratique sur le plan international. La CSCE, ainsi que son avatar, l’Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), ont joué, au début des années 1990, un rôle indispensable de médiateur en matière de politique de sécurité et de renforcement de la confiance militaire réciproque.

Le code de sécurité commun incluait donc: la non-intervention militaire, la transparence totale et l’assurance de la non-menace nucléaire mutuelle. La prédictibilité des parties a ainsi surtout profité à la paix en Europe centrale. Elle était soutenue par un statu quo militaire, une «construction au modus vivendi».

Malencontreusement, les Etats de l’Alliance transatlantique se sont progressivement distancés de cette construction du modus vivendi et de ses piliers CSCE/OSCE. Dans l’esprit des dirigeants russes, cela revenait à équivaler la Russie du processus de gestion communautaire des questions de sécurité paneuropéennes sur le continent commun.

*Rétrospectivement, la construction globale du modus vivendi s’est avérée être la clé de voûte de la coexistence pacifique, dont le modèle a été le processus de la CSCE.*

Pour apaiser les tensions dans les relations entre les Etats européens et eurasiens, il faut sortir de la situation actuelle où la guerre froide utilise les relations interatériques comme une arme. A cet égard, l’expérience du processus de la CSCE peut servir de modèle.

*Premièrement*, le processus de la CSCE ayant fonctionné à l’époque même de la première guerre froide, il a permis de créer des espaces de conciliation des problèmes sur un pied d’égalité. (La stratégie OTAN 2030 en offre un ultime contre-pied avec son «offre de compensation à la Russie à ses conditions (celles de l’OTAN)». En clair: on ne souhaite guère de compensation).

*Deuxièmement*, la notion prioritaire fondamentale de la «civilisation du conflit» (Senghaas) a été d’empêcher les conflits entre les Etats, ce qui reposait sur le concept selon lequel

ment à respecter ses principes et ses règles fondamentales. Ces Etats ont signé l’Acte final, connaissent son contenu et en ont approuvé la validité, même après la fin de la première guerre froide, comme composante majeure d’un ordre de paix européen. Dans la réalité, cet ordre a été balayé par les nouveaux conflits entre Etats après la fin du conflit Est-Ouest et celle de la première Guerre froide. L’Acte final de Helsinki devait conserver sa validité en tant que cadre de référence normatif.

*Quarto: l’OSCE devrait jouer un rôle directeur au sein de l’espace eurasiatique de ses états membres, en renouant avec les concepts existants de la coexistence pacifique.* Elle est à cet égard l’organisation régionale la plus efficace, possédant des relations et des mécanismes entre Etats qui ont fait leurs preuves, la connaissance mutuelle des positions politiques et des principes et règles constitutifs reconnus par tous les Etats membres.

Il reste indéniable que depuis la *Charte de Paris*, cet espace ait connu une remarquable pluralisation des intérêts, des valeurs et des systèmes politiques, dont la dynamique n’a pas été suivie par le paradigme dogmatique des valeurs en tant que facteur relationnel de ses membres occidentaux. L’OSCE dispose pourtant encore des conditions nécessaires pour être un «laboratoire» destiné à la construction d’une compréhension moderne et dynamique de la coexistence pacifique en Eurasie.

*La coexistence pacifique reste en fin de compte la seule issue réaliste et viable à la crise désastreuse dans laquelle se trouvent actuellement les relations entre l’UE-Europe et son contexte continental à dimension eurasienne.*

<sup>[1]</sup> https://www.osce.org/files/documents/6/e/39503\_1.pdf

<sup>[2]</sup> Cette obligation ne concernait que le droit de signature.

<sup>[3]</sup> Cette partie du texte a été rédigée de la main de Peter Steglich, ancien ambassadeur. Depuis les préparatifs de la Conférence de Helsinki jusqu’à la rédaction de l’Acte final, P. Steglich a accompagné le processus de Helsinki de 1977 à 1990 en tant que Chef adjoint de la Division des questions fondamentales et de la planification au Ministère des affaires étrangères de la RDA. Durant cette période, il a dirigé la délégation de la RDA aux réunions de suivi de la CSCE à Madrid (1980–1983) et à Vienne (1986–1989) ainsi qu’à d’autres conférences de la CSCE à Bonn, Hambourg et Paris.

<sup>[4]</sup> Henry Kissinger. Weltordnung, C. Bertelsmann, 2014, p. 111

<sup>[5]</sup> Hans Köchler. Demokratie und Neue Weltordnung, Universität Innsbruck, VIII, 1992, p. 10

<sup>[6]</sup> The United States global leadership role, Congressional Bills 117 the Congress 2021/2022, [From the U.S. Government Publishing Office], [S. 1169 Report, submitted in Senate (RS)], STATEMENT OF POLICY, BILLS-117hr3524inf.pdf (congress.gov) (1)

<sup>[7]</sup> Déclaration commune des Ministres BRICS des affaires étrangères, en anglais; https://www.mea.gov.in/bilateral-documents.htm?dl=37860fjoint+statement+of+the-brics+ministers+of+foreign+affairs-international+relations. (traduction A.S.)

<sup>[8]</sup> https://csrreports.congress.gov

<sup>[9]</sup> Ibid.

<sup>[10]</sup> Gregor Schöllgen, Gerhard Schröder, Letzte Chance. Warum wir jetzt eine neue Weltordnung brauchen, Deutsche Verlags-Anstalt, 2021, p. 219

<sup>[11]</sup> Celle-ci est à rapprocher de la catégorie internationale de «sécurité collective» rejetant tout comportement agressif dans la sphère d’influence des Etats participants. (Kissinger, p. 289)

<sup>[12]</sup> Dieter Senghaas. Weltordnung in einer zerklüfteten Welt, Suhrkamp, Berlin 2012, p. 75

<sup>[13]</sup> Uri Friedmann, The attraction of American society ... is today less clear., Centre for Strategic and International Studies, CSIS, Washington, September 13, 2018, https://www.defenseone.com/ideas/

<sup>[14]</sup> 2018/09/americas-losing-power-and-influence-and-must-adapt-warns-un-secretary-general/151242/

<sup>[15]</sup> Erhard Crome. Die ungeliebte Alternative. Rückbesinnung auf friedliche Koexistenz für eine zeitgemäße internationale Politik, VSA: Verlag Hamburg, 2021, p.145

<sup>[16]</sup> Zehn-Punkte-Programm zur Überwindung der Teilung Deutschlands und Europas, Rede des Bundeskanzlers vor dem Deutschen Bundestag am 28. November 1990, https://archiv.bundesregierung.de/resource/blob/975236/237440/63b9c-de71a07804a8ee297d1561ca1ed/2009-11-16-106 Bulletin der Bundesregierung Nr. 113/p. 1187 du 21 septembre 1990

<sup>[17]</sup> Egon Bahr. Zu meiner Zeit, Karl Blessing Verlag, München, 1996, p. 166

<sup>[18]</sup> Ibid. p. 566

<sup>[19]</sup> The Atlantic Alliance and European Security in the 1990s, Address by Secretary General

<sup>[20]</sup> Kissinger, loc. cit., p. 106

<sup>[21]</sup> Jeremy Rifkin. Der Europäische Traum. Die Vision einer leisen Supermacht, Fischer Taschenbuch, Frankfurt a.M., 2006, p. 314

<sup>[22]</sup> Robert L. Hutchings. Als der Kalte Krieg zu Ende war – ein Bericht aus dem Inneren der Macht, Alexander Fest Verlag, p. 132

<sup>[23]</sup> Ibid.

<sup>[24]</sup> loc. cit., p. 176

<sup>[25]</sup> Siegfried Bock. Die DDR im KSZE-Prozess; Siegfried Bock, Ingrid Muth, Hermann Schwiesau. DDR-Außenpolitik im Rückspiegel, (LIT Verlag) Münster, p. 105

<sup>[26]</sup> (Traduction Horizons et débats)

## «Le seul remède...»

Un «non» nécessaires face à davantage d’«entraînement à la guerre» et moins de démocratie

par Karl-Jürgen Müller

### Les avertissements et les menaces de M<sup>me</sup> Kallas sont irrespectueux – je m’y oppose fermement

par Robert Fico

La Haute Représentante de l’UE des Affaires étrangères, M<sup>me</sup> *Kaia Kallas*, met en garde les chefs d’Etat et de gouvernement de l’UE contre une participation aux célébrations du Jour de la Victoire à Moscou, en mai. Elle affirme qu’une telle participation ne sera pas prise à la légère.

Je me rendrai à Moscou le 9 mai 2025. L’avertissement de Mme Kallas est-il une forme de chantage ou le signal que je serai puni à mon retour de Moscou? Je ne le sais pas. Mais je sais que nous sommes en 2025 et non pas en 1939. L’avertissement de M<sup>me</sup> Kallas confirme que le débat au sein de l’UE sur la nature de la démocratie s’impose – le débat sur ce qui s’est passé en Roumanie et en France dans le cadre des élections présidentielles, sur les «Maidans» organisés par l’Occident en Géorgie et en Serbie, et sur la manière dont les abus du droit pénal contre l’opposition en Slovaquie ont été ignorés.

Madame Kallas, je tiens à vous dire que je suis le Premier ministre légitime de la Slovaquie – pays souverain. Personne ne me prescrira donc ce que je me rende ni ne me rende pas. Je participerai à Moscou pour rendre hommage aux milliers de soldats de l’Armée rouge, tombés lors de la libération de la Slovaquie, ainsi que les millions d’autres victimes de la terreur nazie. Tout comme j’ai rendu hommage aux victimes du débarquement en Normandie ou dans le Pacifique, ou comme je rendrai hommage aux pilotes de la *Royal Air Force*. Et permettez-moi de vous rappeler que je suis l’un des rares membres de l’UE à s’engager résolument en faveur de la paix en Ukraine et à ne pas soutenir la poursuite de cette guerre insensée.

Source: <https://lx.com/RobertFicoSVK1status/191216882927142161>

(Traduction de l’anglais *Horizons et débats*)

les bons, nous nous efforcerions donc de «présenter une paix dans la liberté et la sécurité». *Nous* devrions «pouvoir nous défendre pour ne pas avoir à nous défendre». Et les méchants, ce seraient, avant tout les Russes. Ils représenteraient pour nous, voilà la devise mille fois répétée, «la menace la plus grande et la plus directe», menant déjà une «guerre d’agression brutale et contraire au droit international». Et en plus: le président de ce pays serait surtout épris d’une attitude plus que sinistre: il disposerait, disent-ils, applaudis par leurs médias, d’une «volonté de puissance» qui s’opposerait «à l’ordre international fondé sur des règles».

Concernant la guerre en Ukraine, leur teneur est celle-ci: «Nous soutiendrons pleinement l’Ukraine afin qu’elle puisse se défendre efficacement contre l’agresseur russe et s’affirmer dans les négociations [...] à partir d’une position de force et d’égal à égal [...]»

Face à ces constructions fantaisistes, il faut surtout voir leur but. Ce qui résulte de ce narratif monstrueux, c’est la menace, malheureusement très réelle, d’une escalade dangereuse dans la guerre contre la Russie. *Friedrich Merz* n’a pas maché ces mots en précisant ce qu’il entendait concrètement par là. Le pont de Kerch, qui relie la Russie continentale à la Crimée, doit être détruit par des armes guidées allemandes (les missiles «Taurus»), qui nécessitent techniquement d’être dirigées par des soldats allemands. Le fait que la Russie réagira aussitôt à un tel dépassement de ses lignes rouges est passé sous silence. Les dimensions de l’ignorance de la réalité et les nombreuses phrases connues émanant de nos élites, diffusées par nos médias ont atteint un niveau incroyablement bas. Nous sommes étonnés de la simplicité avec laquelle on veut nous mobiliser.

Mais en même temps, nos élites politiques semblent pourtant craindre le fait que les citoyens, eux, ne soient pas aussi simples d’esprit que les slogans qui les inondent chaque jour. Or, l’entraînement à la guerre va de pair avec le démantèlement de la démocratie. La démocratie peut en effet devenir dangereuse – pour les hommes politiques et les gouvernements.

La liberté d’expression est un pilier de la démocratie. C’est pourquoi le contrat de coalition comporte une section spéciale intitulée «Traitement de la désinformation» – d’ailleurs juste avant le chapitre sur l’entraînement à la guerre. «Désinformation» est le terme artificiel (*George Orwell*, [1984]) utilisé par la politique établie pour désigner les opinions qui s’opposent à son simplisme. Dans la novlangue de l’accord de coalition, cette attaque se décrit de la sorte: «L’influence ciblée sur les élections ainsi que la désinformation et les «fake news» désormais devenus habituels constituent de graves menaces pour notre démocratie, ses institutions et la cohésion sociale. La diffusion délibérée de fausses affirmations factuelles n’est pas garantie par la liberté d’expression. C’est pourquoi l’autorité de surveillance des médias, indépendante de l’Etat, doit agir contre la manipulation de l’information ainsi que contre la haine et l’incitation à la haine, tout en préservant la liberté d’expression, sur la base de directives légales et claires.»

Qui seront donc les instances, qui influenceront à l’avenir, dans un tel régime de pensées, réellement les élections? Qui décidera de ce que seront de la désinformation, les «fake news» et les fausses déclarations de faits? Que deviendront la haine et l’incitation à la haine? Et où est-il inscrit, dans l’article 5 de la loi fondamentale (liberté d’expression), que l’expression d’opinions basée sur de fausses affirmations de faits serait interdite? La vraie démocratie consiste à les rectifier de manière convaincante! Et qui représentera donc cette mystérieuse «autorité

de surveillance des médias» «indépendante de l’Etat», et pourquoi et par qui cette autorité de surveillance des médias indépendante de l’Etat prendra-t-elle le pouvoir exécutif pour agir? Et qu’est-ce que tout ce mécanisme d’inspiration totalitaire aura à voir avec la liberté d’expression? *Et qu’en est-il de nous, les citoyens?*

Il n’y a probablement pas de formule générale. En 2008, le politologue américain *Sheldon Wolin* a publié un livre intitulé «Democracy Incorporated: Managed Democracy and the Specter of Inverted Totalitarianism» (Démocratie incorporée: la démocratie gérée et le spectre du totalitarisme inversé), qui a été traduit en allemand en 2022. La thèse de ce livre stipule que les Etats-Unis se sont transformés, après le 11 septembre 2001, en une fausse démocratie, une démocratie «gérée» et dominée par de grandes entreprises, et ainsi perdant son caractère vraiment libéral. Ce «despotisme rampant» présente des traits totalitaires, non pas ouvertement, mais par le biais d’un contrôle mental des personnes et des acteurs politiques, avec des méthodes subtiles de manipulation. L’objectif est de mener une politique étrangère impériale agressive.

Qu’en est-il en Europe, qu’en est-il en Allemagne? Des scientifiques comme *Rainer Mausfeld* diagnostiquent des évolutions similaires à celles des Etats-Unis. J’ajouterais d’un point de vue actuel que les méthodes en cours sont de plus en plus dures et de plus en plus ouvertement autoritaires. Selon des sondages d’opinion réalisés en Allemagne, une majorité des personnes interrogées affirme qu’en Allemagne, il n’est plus possible d’exprimer ouvertement son opinion sur certains sujets. Et en effet, ils deviennent de plus en plus nombreux ceux qui se taisent. Ou bien ils se montrent au moins en des sujets dociles, qui participent avec la même docilité aux manifestations, font docilement preuve de «courage civil» (s’il est exigé des autorités) et protestent docilement.

Et pourtant, elles existent – des personnes qui ne se laissent pas intimider, les citoyens engagés et les hommes et femmes politiques agissant en responsables mais pourtant plus d’avantage dans d’autres pays européens. Deux exemples récents l’illustrent:

Le 14 avril, la Haute Représentante pour les affaires étrangères et vice-présidente de la Commission européenne, M<sup>me</sup> *Kaja Kallas*, a menacé les gouvernements et les pays candidats à l’adhésion à l’UE de conséquences sévères s’ils participent aux célébrations à Moscou consacrées au 80<sup>e</sup> journée mémorable de la victoire sur l’Allemagne nazie. La menace visait surtout le Président serbe *Vučić*, qui avait annoncé sa participation. Deux jours plus tard, le Premier ministre slovaque *Robert Fico* a pris la parole et a critiqué sévèrement Kallas en des termes on ne peut plus limpides (voir encadré ci-dessus). Il a ajouté que lui-même se rendrait bien entendu à Moscou.

Depuis quelques semaines, un groupement autour de la politologue allemande *Ulrike Guérot* prépare une action pour la paix à l’échelle européenne pour le 9 mai 2025. Vous trouverez plus d’informations à ce sujet sur le site Internet <https://europeanpeaceproject.eu/>.

Des citoyens de tous les Etats européens sont invités et appelés à se prononcer en faveur d’une politique européenne de paix et contre la politique de guerre qui a prévalu jusqu’à présent, en lisant publiquement un manifeste, depuis la fenêtre de son appartement ou de sa maison ou seul ou avec d’autres sur une place publique (voir encadré).

Revenons donc au début. Le fait que nous, les enseignants, lisions et discussions des textes de Wolfgang Borchert avec nos élèves était également l’expression de notre mission constitutionnelle: contribuer à ce que nos élèves deviennent des concitoyens aptes à la paix et à la démocratie – et non pas des mercenaires prêts à la guerre et des sujets dociles. En tant qu’enseignants, nous avons prêté serment à notre Constitution, pas à la politique politicienne qui domine actuellement le haut du pavé.

... ni à des modifications constitutionnelles comme celles de mars 2025, qui menacent de vider de sa substance la Constitution originale allemande (Grundgesetz). D’où la question: que faire lorsque la politique dominante s’éloigne de plus en plus du mandat constitutionnel? Borchert y a répondu.

Vive l’Europe, vive la paix, vive la liberté!  
Source: <https://europeanpeaceproject.eu/manifeste-français>

## «La guerre sans fin»

30 avril 2025 – le Vietnam 50 ans après la fin de la guerre

par Eliane Perret



Tran Duc Nghia, alors âgé de 33 ans, paralysé, muet, totalement immobile. Avec sa tante, qui soutient la famille dans sa lourde tâche 24 heures sur 24. Il est décédé en 2016. (photo Roland Schmid)

*Le 30 avril 1975 est une date qui ne parle plus beaucoup à de nombreuses personnes vivant sous nos latitudes. Pour les peuples du Vietnam, du Laos et du Cambodge, ce fut un jour d’espoir, une brève césure dans des décennies de souffrance. Cette date officielle désigne la fin de La deuxième guerre d’Indochine, comme l’appellent les historiens. Elle a duré de 1955 au 30 avril 1975.<sup>1</sup> Mais pour le peuple vietnamien, les souffrances continuaient, souffrances inimaginables qui perdurent aujourd’hui encore.*

C’est contre cet oubli collectif que s’engage le journaliste *Peter Jaeggi* et le photographe *Roland Schmid*, qui se sont rendus à plusieurs reprises au Vietnam depuis 1999. Ils documentent les conséquences de l’emploi massif de l’*agent orange* et d’autres herbicides hautement toxiques, ainsi que de gaz toxiques. Actuellement, leur œuvre est présentée dans le cadre d’une exposition photographique – au titre significatif «Krieg ohne Ende» (Guerre sans fin) – à la *Photobastei de Zurich*. Sur 17 parois, des photographies bouleversantes témoignent des différents domaines dans lesquels la vie des habitants du Vietnam (ainsi que du Laos et du Cambodge) est gravement affectée depuis les derniers cinquante ans. L’exposition est complétée par le livre très instruisant et bien lisible de Peter Jaeggi, intitulé «Krieg ohne Ende. Chemiewaffen im Vietnamkrieg» («Guerre sans fin. Les armes chimiques dans la guerre du Vietnam»)<sup>2</sup>.

### La deuxième guerre du Vietnam – avec la population civile comme cible

Lorsque la deuxième guerre du Vietnam s’est terminée en 1975, deux décennies de guerre s’étaient écoulées. Officiellement, le Nord-Vietnam (et donc la résistance anticolonialiste appelée *Viêt-Cong* ou la *Front national pour la libération du Sud-Vietnam* NLF, fondé en décembre 1960) et le Sud-Vietnam, soutenu par les Etats-Unis, s’étaient affrontés. Le Nord-Vietnam, gouverné par les communistes, et la dictature militaire du Sud-Vietnam constituaient les deux parties dans lesquelles le pays avait été divisé le long du 17<sup>e</sup> parallèle, lors de la *Conférence de Genève sur l’Indochine* en 1954. Les élections libres prévues pour 1956 avaient été refusées par le Sud-Vietnam (avec le soutien des Etats-Unis).

En 1961, sous l’administration *Kennedy*, les Etats-Unis décident de «s’impliquer» davantage dans cette guerre de protraction, choix qui est promptement suivi par l’envoi des premiers contingents de «conseillers militaires» au Vietnam. Au mois d’août de cette même année, l’armée états-unienne s’autorise à employer des bombes à herbicides. Selon l’explication officielle du gouvernement américain le défoliant contenant de la *dioxine* hautement toxique devait détruire la couverture végétale (notamment les parties de la jungle) ainsi que les bases alimentaires de l’adversaire. En 1971, encore, le Président *Nixon* se fait entendre par son exclamation en public: «Nous allons raser ce foutu pays.»

L’escalade américaine avait déjà commencé sous l’administration *Johnson* (1963–1969). Richard M. Nixon (1969–1974) poursuivit cette politique d’escalade en soutenant temporairement le gouvernement sud-vietnamien avec plus de 16 000 «conseillers militaires». En août 1964, lors des incidents du Tonkin (ils devaient se révéler plus tard comme classique mensonge de guerre), les Etats-Unis intervinrent directement dans la guerre. Au plus fort de celle-ci, plus de 500 000 soldats américains sont impliqués dans les combats d’envergure au Vietnam. Leur emploi de pulvérisations généralisées d’herbicides sur la totalité du terrain ont commencé en 1965 – sur commande d’un quartier général se trouvant en connaissance du fait que l’herbicide produit par *Dow Chemical* est hautement pernicieux à chacun qui en est contacté. Il est pourtant utilisé également, double efficacité, en tant qu’arme chimique agressant les soldats, des deux côtés!

En 1973, *Henry A. Kissinger*, qui avait joué un rôle central dans la politique étrangère américaine pendant la guerre du Vietnam, et *Le Duc Tho*, le chef des actions militaires des Nord-Vietnamiens, se rencontrent finalement à Paris pour négocier la paix. Au cours de

l’année, tous deux ont été décorés du prix Nobel de la paix. Le Duc Tho a refusé d’accepter le prix parce que la paix réelle était loin encore. Par la suite, la guerre de destruction massive continuait de sévir deux ans durant encore – se soldant finalement par la première cuisante défaite militaire des Etats-Unis d’Amérique.<sup>3</sup> Là déjà, une fois de plus, il s’agissait en réalité non pas d’une guerre civile, mais d’une guerre par procuration entre les deux blocs puissants, celui de l’Union soviétique communiste et l’Occident «libre». Elle s’est déroulée au détriment de la population civile, sur un territoire étranger, ayant coûté la vie à des millions de victimes, dans un pays à extension territoriale mineure que celle d’Allemagne. Le Vietnam se trouva, à la fin de cette guerre interminable, recouvert d’environ 26 millions de cratères de bombes.

### L’«Agent orange» – une poison éternelle

«Les guerres ne se terminent pas lorsque les bombes cessent de tomber et que les combats ont cessé. Les destructions durent bien plus longtemps, dans le paysage comme dans la mémoire et le corps des hommes.»<sup>4</sup> Dans le pays touristique qu’est devenu le Vietnam, les terribles conséquences de la guerre ne sont pas évidentes – même si, cinquante ans après la fin de la guerre, des centaines de milliers d’habitants de ce pays en souffrent – car les familles concernées ne se montrent guère en public. Au moins quatre-vingts millions de litres d’herbicides toxiques, principalement l’*agent orange* (désignation militaire du poison employé par le commandement américain), ont ainsi été déversés sur la quasi-totalité du terrain vietnamien, entre 1961 et 1971, par les forces armées américaines et leurs alliés, à partir d’avions, de bateaux ou de conteneurs portés sur le dos et, par-delà les frontières, au-dessus du Laos ainsi que, en partie, du Cambodge. Lors de la production de l’agent orange par *Monsanto* (aujourd’hui *Bayer*), *Dow Chemical* et une trentaine d’autres entreprises, s’était formée, en raison de températures trop élevées – suite de la fabrication de

l’arme chimique accélérée – la substance hautement toxique chlorée du TCDD (*tétrachlorure benzodioxine*). Considéré comme l’un des produits chimiques les plus toxiques existant, hautement cancérogène, il est ensuite devenu tristement célèbre sous le nom de «poison de Seveso». Le commandement américain, étant au courant de la toxicité extrême de l’agent orange, la banalisa. Aux soldats on dit qu’il s’agissait d’un moyen anti-mosquito.

En 1966, 5000 scientifiques, dont 17 lauréats du prix Nobel et 129 membres de la *National Academy of Science*, lancèrent une pétition contre cette grossière tromperie exigeant l’arrêt immédiat de l’emploi d’herbicides au Vietnam. «L’utilisation constante et à grande échelle de produits chimiques et de gaz au Vietnam crée un danger sans précédent», avertirent-ils à juste titre. Leur action fut ignorée par le gouvernement et la guerre continuait pendant neuf ans. Entre-temps, l’Etat américain reconnaît des dizaines de dommages physiques et psychiques causés par ce poison.<sup>5</sup>

### Deux poids, deux mesures – deux espèces d’hommes?

Les soldats américains souffrant de l’une des nombreuses maladies reconnues être d’origine de la guerre au Vietnam reçoivent du soutien. Et ce bien qu’il soit difficile, là aussi, d’établir un lien de causalité direct et juridiquement pertinent entre les pathologies et l’exposition à l’*agent orange*. Entre-temps il est établi que le *dioxine* que l’agent orange contient peut endommager le patrimoine génétique, s’éteignant sur plusieurs générations. Les vétérans américains doivent donc simplement prouver qu’ils devaient opérer sur les lieux où le poison a été utilisé.

C’est tout autrement avec les victimes vietnamiennes de la *dioxine*. La Croix-Rouge vietnamienne estime à un million le nombre de personnes souffrant encore aujourd’hui des conséquences de l’agent orange dans leur pays. La VAVA, l’association vietnamienne

### Expositions

*Photobastei. Das Haus für Fotografie*; Exposition de photographies de *Roland Schmid*: «Guerre sans fin. 50 ans d’héritage toxique de la guerre du Vietnam»;

Du 17 avril au 11 mai 2025.

Exposition en collaboration avec *Green Cross Switzerland* et l’Association Suisse-Vietnam;

Photobastei, Sihlquai 125, 8005 Zurich, 3<sup>e</sup> étage, Kabinett.

heures d’ouverture:

mercredi et dimanche de 12H à 18H, de jeudi à samedi de 12H à 21H.

*des victimes de l’agent orange et de la dioxine*, estime que près de 4,8 millions de personnes ont été contaminées par cet herbicide hautement toxique. Aujourd’hui, c’est déjà la quatrième génération d’enfants qui naissent avec des malformations congénitales. Pour les victimes vietnamiennes, le gouvernement américain nie toutefois tout lien entre le gaz toxique et les maladies. La preuve doit en être apportée par les malades eux-mêmes. Officiellement on justifie cette démarche faisant valoir que le dépôt massif de l’herbicide aurait visé à protéger les soldats américains et qu’on ne savait pas à l’époque à quel point l’agent orange et d’autres herbicides étaient dangereux à l’homme et à la nature ...

### Actions de décontamination et victimes des mines

Actuellement, une des plus grandes actions de décontamination de l’histoire est en cours au Sud-Vietnam. Des centaines de milliers de mètres cubes de terre contenant de la dioxine sont décontaminés sur la base aérienne de Bien Hoa, autrefois lieu de transbordement de l’agent orange. Plus d’un cinquième des victimes de l’agent orange de cette région sont considérées comme très gravement handicapées. La dioxine doit être éliminée par chauffage à 300-350 degrés. L’efficacité de cette méthode est tout de même clairement remise en question par l’écologiste allemand *Lorenz Adrian*, professeur au *Centre Helmholtz* pour la recherche environnementale à Leipzig. Selon lui, ce n’est qu’à 1200 degrés que la dioxine se transforme en ses éléments constitutifs, sinon elle provoque même la formation de nouvelles dioxines, écrit-il.

Aux héritages pernicieux de la guerre des Etats-Unis au Vietnam appartiennent, à part les mines à l’agent orange, des centaines de milliers de grenades non-éclatées, spécialement dans la province du Quang Tri, au centre du Vietnam où autrefois une frontière provisoire divisait le Vietnam du Sud de celui du Nord. Les paysans dans cette région riche en agriculture n’explo-

suite page 8

## Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante,

l’éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit

international, du droit humanitaire

et des droits humains

Editeur

Coopérative Zeit-Fragen

Redaction

Peter Kämpfer

Rédaction et administration

Câse postale 247, CH-9602 Bazenhed

Tél.+41 44 350 65 50

Fax+41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch

www.horizons-et-debats.ch

CH: PostFinance, BIC POFICHBEXXX

Pour information: BIC POFICHBEXXX

IBAN CH91 0900 0000 8764 4474

D: VR Bank Tübingen eG, BIC GENODES1VBH

IBAN DE09 6039 1310 0067 5170 05

A: Raiffeisen Landesbank, BIC RVVGT22B

IBAN AT55 3700 0001 0571 3599 Imprimerie

Nussli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– / 108.– euros

ISSN 1662 – 4599

©2017 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations.

Reproduction d’illustrations, de textes entiers et d’extraits importants

uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d’extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Bazenhed».



09/05/2025  
@17.00

### Le Manifeste – Projet européen pour la paix

Nous, les citoyens d’Europe, nous nous opposons, ensemble avec le *European Peace Project*, à l’hypocrisie éhontée et aux mensonges diffusés aujourd’hui – Journée de l’Europe – lors des cérémonies officielles, et sur les chaînes publiques.

Nous tendons la main aux citoyens et citoyens d’Ukraine et de Russie. Vous faites partie de la famille européenne et nous sommes convaincus qu’ensemble, nous pouvons organiser une cohabitation pacifique sur notre continent.

Nous avons devant les yeux les images des cimetières militaires – de Volgograd à Riga et en Lorraine. Nous voyons les tombes fraîches que cette guerre insensée a laissées en Ukraine et en Russie. Alors que la plupart des gouvernements de l’UE et des responsables, incitent leurs populations à la guerre et dissimulent ce que la guerre signifie pour elles, nous avons appris la leçon du siècle passé: l’Europe, c’est «né plus jamais la guerre»!

Nous nous souvenons des efforts de construction européenne du siècle dernier et des promesses de 1989, après la révolution pacifique. Nous demandons la création d’un Office européen de la jeunesse et de la Russie sur le modèle de l’Office franco-allemand de la jeunesse de 1963, qui a mis fin à «l’hostilité héréditaire» entre l’Allemagne et la France. Nous exigeons la fin des sanc-



Peter Jaeggi  
Roland Schmid  
Krieg ohne Ende  
Chemiewaffen im Vietnamkrieg  
Agent Orange und andere Kriegsverbrechen  
Mit Fotos von Roland Schmid und Hörst Kraas

### Peter Jaeggi et Roland Schmid

*Peter Jaeggi* est un journaliste suisse indépendant, photographe et auteur de livres et de films. Au début de ses recherches sur «l’agent orange» il convie le photographe *Roland Schmid* en 1999 à y participer. Après plusieurs voyages d’enquête au Vietnam, Jaeggi a publié trois livres sur le sujet et réalisé de nombreuses expositions. Pour son émission de radio sur l’agent orange, il a reçu le prix de la radio suisse. Avec ses travaux, il a été présent dans de nombreux médias nationaux et internationaux.

*Roland Schmid* est un photographe indépendant. Il collabore avec Peter Jaeggi depuis 1999 et poursuit ses propres projets en rapport avec des thèmes sociaux et les conséquences des guerres. Il est décoré par plusieurs distinctions, dont un *World Photo Award* en 2021. En 1999 et 2023, il a remporté un *Swiss Press Photo Award* pour son travail sur les conséquences tardives et dévastatrices de la guerre du Vietnam.

ISBN 978-3-03925-033-2. Erhältlich unter www.agentorange-vietnam.org oder im Buchhandel.

## «N'abandonnons jamais le principe de l'humanité!»

Extraits du message pascal 2025 accompagnant la «bénédition urbi et orbi» du Pape François

hd. En mémoire du Pape François, décédé le lundi de Pâques, nous publions un extrait de son message de Pâques de cette année. Le message a été lu en sa présence avant la bénédiction pascale «urbi et orbi». Le Pape avait confié cette tâche à son maître de cérémonie, l'archevêque Diego Giovanni Ravelli.

«[...] Que de volonté meurtrière nous voyons chaque jour dans les nombreux conflits qui touchent différentes parties du monde! Que de violence nous voyons souvent aussi dans les familles, à l'égard des femmes ou des enfants! Que de mépris se nourrit parfois envers les plus faibles, les marginalisés, les migrants!

En ce jour, je voudrais que nous recommençons à espérer et à avoir confiance dans les autres, même dans ceux qui ne sont pas proches de nous ou qui viennent de pays lointains avec des usages, des modes de vie, des idées et des coutumes différents de ceux qui nous sont les plus familiers, car nous sommes tous enfants de Dieu!

Je voudrais que nous recommençons à espérer que la paix est possible! Depuis le Saint-Sépulchre, l'église de la Résurrection, où cette année Pâques est célébrée le même jour par les catholiques et les orthodoxes, que la lumière de la paix rayonne sur toute la Terre Sainte et sur le monde entier. Je suis proche des souffrances des chrétiens de Palestine et d'Israël, ainsi que de tout le peuple israélien et de tout le peuple palestinien. Le climat d'antisémitisme croissant qui se répand dans le monde entier est préoccupant. En même temps, mes pensées vont à la population et en particulier à la communauté chrétienne de Gaza, où le terrible conflit continue de semer la mort et la destruction et de provoquer une situation humanitaire dramatique et ignoble. J'appelle les belligérants: cessez le feu, que les otages soient libérés et que l'aide précieuse soit apportée à la population affamée qui aspire à un avenir de paix!

Prions pour les communautés chrétiennes du Liban et de la Syrie qui aspirent à la stabilité et à participer au destin de chaque nation,



Le Pape François lors de sa dernière messe de Pâques. (photo Vatican Media)

alors que ce dernier pays traverse une période délicate de son histoire. J'exhorte l'Eglise tout entière à accompagner les chrétiens du Moyen-Orient bien-aimé par l'attention et la prière.

J'adresse également une pensée particulière au peuple du Yémen, qui connaît l'une des pires crises humanitaires «prolongées» au monde, en raison de la guerre, et j'appelle tout le monde à trouver des solutions par le biais d'un dialogue constructif.

Que le Christ Ressuscité répande le don pascal de la paix sur l'Ukraine meurtrie et encourage tous les acteurs à poursuivre les efforts pour parvenir à une paix juste et durable.

En ce jour de fête, pensons au Caucase du Sud et prions pour que soit rapidement signé et mis en œuvre un Accord de paix définitif entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, conduisant à la réconciliation tant désirée dans la région.

Que la lumière de Pâques inspire des propositions de concorde dans les Balkans occidentaux et aide les acteurs politiques à œuvrer pour éviter la montée des tensions et des crises, ainsi que les acteurs de la région à rejeter les comportements dangereux et déstabilisants.

Que le Christ Ressuscité, notre espérance, accorde la paix et le réconfort aux populations africaines victimes de violences et de conflits, en particulier en République Démocratique du Congo, au Soudan et au Soudan du Sud, et qu'il soutienne ceux qui souffrent des tensions au Sahel, dans la Corne de l'Afrique et dans la région des Grands Lacs, sans oublier les chrétiens qui, en de nombreux endroits, ne peuvent pas professer librement leur foi.

Aucune paix n'est possible là où il n'y a pas de liberté religieuse ni de liberté de pensée et d'expression, ni de respect des opinions d'autrui.

Aucune paix n'est possible sans véritable désarmement! Le besoin de chaque peuple de pourvoir à sa propre défense ne peut se transformer en une course générale au réarmement. Que la lumière de la Pâques nous pousse à abattre les barrières qui créent des divisions et qui sont lourdes de conséquences politiques et économiques. Qu'elle nous pousse à prendre soin les uns des autres, à accroître notre solidarité mutuelle, à œuvrer pour favoriser le développement intégral de toute personne humaine.

Ces jours, aidons le peuple birman, tourmenté depuis des années par un conflit armé, et qui affronte avec courage et patience les conséquences du tremblement de terre dévastateur à Sagaing ayant causé la mort de milliers de personnes et provoqué la souffrance de nombreux survivants, parmi lesquels des orphelins et des personnes âgées. Nous prions pour les victimes et leurs proches et remercions de tout cœur tous les généreux bénévoles qui participent aux opérations de secours. L'annonce d'un cessez-le-feu par divers acteurs du pays est un signe d'espérance pour tout le Myanmar.

J'appelle tous ceux qui, dans le monde, ont des responsabilités politiques, à ne pas céder à la logique de la peur qui enferme, mais à utiliser les ressources disponibles pour aider les personnes dans le besoin, lutter contre la faim et favoriser des initiatives qui promeuvent le développement. Ce sont là les «armes» de la paix: celles qui construisent l'avenir, au lieu de semer la mort.

Que le principe d'humanité ne soit jamais abandonné, car il est la clé de voûte de notre action quotidienne. Face à la cruauté des conflits qui impliquent des civils sans défense, qui s'en prennent aux écoles et aux hôpitaux ainsi qu'aux agents humanitaires, nous ne pouvons pas nous permettre d'oublier que ce ne sont pas des cibles qui sont touchées, mais des personnes avec une âme et une dignité. [...]

Source: *Message Urbi et Orbi du Pape François, Pâques 2025; Dicastero per la Comunicazione, Libreria Editrice Vaticana, 20 avril*

### «La guerre sans fin» suite de la page 7

tent leurs terres qu'exposés aux grands risques. Aujourd'hui, les mines et autres obus non-éclatés sont éliminés par le *Project Renew* tandis que les enfants doivent apprendre à les repérer. On suppose que depuis 1975, plus de 100 000 êtres humains ont été blessés ou tués par les mines ou obus non-éclatés. Chaque année, des centaines de nouvelles victimes s'y ajoutent (comme au Cambodge et au Laos) – chiffre morose auquel il faut additionner celui des victimes du napalm, s'ils y ont survécus aux brûlures graves de troisième degré. Les USA ont largué près de 100 000 tonnes de gaz de combat chimique sur le Vietnam.

#### «Parfois je suis tellement fatiguée»

Lors de leurs travaux au Vietnam, Peter Jaeggi et Roland Schmid ont pu contacter un grand nombre de victimes dont le destin est marqué par cette guerre interminable. Les visiteurs des expositions et les lecteurs du livre mentionnés ci-dessus en font donc la connaissance de quelques-uns. Ils vivent, à part du flot de touristes, dans des conditions précaires. Par exemple *Hoang The*, qui vit dans des pièces sombres et humides d'une maison délabrée au toit en tôle ondulée, dans un quartier extérieur et marécageux de Da Nang, avec ses deux enfants adultes. Les deux enfants sont victimes de la dioxine, grièvement handicapés mentalement et physiquement. Sa fille, *Tran Thi Nga*, est capable de se déplacer, plus que péniblement, à l'aide d'une sorte de déambulateur improvisé. Son fils, *Tran Duc Nghia*, est couché recourbé, complètement paralysé et inerte. Sourd-muet en plus, depuis presque deux décennies, il n'a plus quitté sa couche. Pendant la guerre, son père était courrier entre les unités de combat de la résistance. Il était donc souvent exposé au contact avec l'agent orange. Il est mort en 2002. En 2022, sept ans après leur premier contact, Jaeggi et Schmid ont encore une fois rencontré la mère. Elle avait alors 84 ans. Son fils, gravement handicapé, était décédé en 2016, à l'âge de 42 ans. Sa maison exposée au mois n'existe plus. Son fils de deuxième mariage avait construit pour lui, sa mère et *Tran Thi Nga*, une maison quelque peu

plus confortable. Mais la tâche de soigner sa fille gravement handicapée lui est restée. «Parfois je suis tellement fatiguée – je ne voudrais que mourir. Mais là, il y a ma fille...» Pour *Hoang The*, la guerre n'a jamais pris fin.<sup>6</sup>

#### «Il ne s'agissait que de bruines extrêmement fines...»

Pas non plus pour *Tran To Ngo*, née en 1942, ancienne résistante elle aussi et, plus tard, victime d'agent orange. Quelques mois après la naissance, son premier enfant, une fille, était soumise à de graves problèmes de respiration manifestant d'une coloration violette de la peau. Elle mourut à l'âge de 17 mois, d'une déficience cardiaque. Une opération aurait pu la sauver – mais se révéla être impossible sous les conditions prévalant dans sa région. Son deuxième enfant, une fille aussi, souffrait d'une déformation de sa colonne vertébrale, causée de la même maladie sanguinaire inguérissable comme sa mère, et des problèmes de respiration. La cause en était la dioxine, contenue dans le patrimoine génétique, qui conduit souvent à des malformations, comme plus tard chez les enfants de la deuxième fille. Malgré son lourd destin, *Tans To Ngo* est restée combattante courageuse. Elle a porté plainte contre quatorze sociétés chimiques productrices du «défoliant» toxique. En mai 2021, son procès devant le tribunal de grande instance d'Evry, près de Paris, a pris fin, après une procédure judiciaire de six ans. Pendant ce long procès, la Française, originaire du Vietnam, avait dû se faire injurier et insulter par les avocats des sociétés de chimie accusées. Ses histoires d'agent orange ne seraient rien que des mensonges, lui ont-ils reproché. «Cette femme m'a dit que les jets de bruite extrêmement fines sortant des avions qui m'ont entamé à l'époque n'auraient même pas atteint le sol», c'est ainsi que *Tran To Ngo* cite une avocate de la partie adverse.

Le procès a abouti à un jugement scandaleux. Après six ans de procédures, la cour décide d'un non-lieu, déclarant se trouver hors de compétence. Par la suite, *Tran To Ngo* a invoqué la Cour d'appel, mais en 2024, le jugement de 2021 a été confirmé, accordant l'immunité aux entreprises concernées. A la fin du procès, la présidente a offert à la plaignante un dernier

commentaire de sa part. Sur quoi l'avocat d'une entreprise de chimie américaine s'est levé en sursaut. «M<sup>me</sup> Ngo a assez parlé», a-t-il tonné, bien que pour la plupart du procès elle s'était tue. A cet affront de bassesse, cette femme courageuse a réagi, calme et posée en déclarant: «Cette réaction de l'avocat m'a montré sa nervosité. Il avait peur de moi, une femme d'âge mûre qui défendait, seule devant ce tribunal surpuissant, sa cause.»<sup>7</sup>

#### L'autre Amérique

Beaucoup de soldats américains revenus du Vietnam ont été durement frappés dans la qualité de leur vie d'après-guerre. Ils souffraient de dépressions, d'insomnie, beaucoup d'eux ne retrouvant plus la voie de retour à la vie ordonnée. D'autres se sont efforcés, à leur propre manière individuelle, de contribuer par leur action une sorte de réparation des dégâts qu'ils avaient dû commettre en soldats au Vietnam. L'un d'eux est *Georges Mizo*, qui était parti en cette guerre avec enthousiasme. Echappé de peu à la mort, il devient un combattant pour la paix éminent construisant au Vietnam, ensemble avec sa femme et des «ennemis» de jadis, un village entier pour des victimes de la guerre – «Làng Hữu Nghì», le village de l'amitié, en vietnamien.<sup>8</sup> Peu de temps après l'innovation du village, il meurt des suites tardives d'agent orange.

Un autre témoignage impressionnant est lié à la personne de *David Edward Clark*, parti à la guerre au Vietnam, prêt à mourir pour son pays, convaincu, selon les paroles du gouvernement, de défendre là-bas, avec sa vie, la liberté des Etats-Unis dans le monde. Ce fut donc à son 17<sup>e</sup> anniversaire qu'il s'est fait inscrire auprès du *United States Marine Corps*. Il a survécu. «Lorsque, à l'âge de 21 ans, je suis revenu de la guerre du Vietnam chez moi, je ne voulais jamais y retourner, plus jamais. [...] J'en avais simplement trop vu et vécu. Je n'en voulais plus. Vous savez, [...] j'avais vu mourir trop d'êtres humains. J'ai vu trop d'enfants morts.» C'est par ces paroles qu'il s'exprime lors d'un entretien avec *Peter Jaeggi*.<sup>9</sup> Aujourd'hui, il vit avec sa femme vietnamienne *Ushi*, à Da Nang, situé au Vietnam du centre, pas loin de ce qui était jadis

«son» champ de bataille. Avec du travail humanitaire, il veut récompenser une partie de ce qu'il a vécu pendant la guerre. – *Chuck Searcy*, un autre vétéran de guerre américain, s'est joint au *Vietnam veterans against the war (VVAW)* ainsi qu'aux *Veterans for peace*. Après la guerre, il est retourné au Vietnam où il vit aujourd'hui et s'engage dans l'ancien pays ennemi ensemble avec d'autres vétérans, en faveur de l'apaisement des dégâts et des douleurs causés par la guerre. Il contribue aux soins des victimes de l'agent orange et compte parmi les cofondateurs du *Project Renew*. En 2022, il dit dans une interview: «Je suis persuadé que la guerre au Vietnam a été, sous presque chaque point de vue, une parfaite défaillance, en ce qu'elle a détruit le Vietnam dans sa quasi-totalité et causé des dommages graves aux Etats-Unis. Nous aurions dû tirer beaucoup de leçons de cette expérience, ce que nous n'avons pas fait. Tout au contraire, nous avons continué à accomplir des actions militaires vouées à l'échec total, et ce dans plus de trente pays depuis 1975, que nos forces militaires ont agressés, envahis ou occupés. De ces leçons, nous n'avons rien appris.»<sup>10</sup>

<sup>1</sup> La première guerre d'Indochine a duré de 1946 à 1954. La France luttait alors contre la République démocratique du Vietnam (RDV), fondée en 1945, et n'acceptait pas l'indépendance du Vietnam proclamée par *Ho Chi Minh*, qui marquait la fin de la domination coloniale française.

<sup>2</sup> La présentation suivante s'appuie essentiellement sur le guide de l'exposition, le dossier de presse de l'exposition et sur le livre de Jaeggi (voir encadré): *La guerre sans fin. Armes chimiques pendant la guerre du Vietnam – Agent Orange et autres crimes de guerre*. Bâle (Lenos-Verlag) 2024; 408 pages, avec plus de 100 photos et graphiques. Les citations non spécifiées sont également tirées de ces sources.

<sup>3</sup> Pour une chronologie détaillée des événements de la guerre, voir Jaeggi, p. 215 et consécutives.

<sup>4</sup> Déclaration de Stockholm sur les conséquences à long terme de la guerre au Laos, au Cambodge et au Vietnam, juillet 2002.

<sup>5</sup> Jaeggi, p. 36 et consécutives

<sup>6</sup> Jaeggi, p. 24

<sup>7</sup> Jaeggi, p. 164 et consécutives.

<sup>8</sup> voir <https://dorf-der-freundschaft.de>, en allemand

<sup>9</sup> Jaeggi, p. 290

<sup>10</sup> Jaeggi, p. 301